



Le Monde

23 mars 1995

Le frisson qui rassure

DANIEL BEHAR
PHILIPPE ESTEBE

Continuera-t-on longtemps encore, à la veille de chaque élection, à frémir devant le tableau apocalyptique de la situation des banlieues ? A croire sur parole ceux qui ont pris pour habitude de brosser sans nuance la fresque de la misère et annoncent, inlassables prophètes, l'émeute sociale ?

Le tableau tragique que dresse *Banlieuscopies* est faux. Non dans ses détails : personne ne conteste la misère sociale et les difficultés sans nombre auxquelles certains habitants des cités en question font quotidiennement face. Mais il est faux lorsqu'il laisse entendre que la question sociale se réduirait aux banlieues. Sait-on que les bénéficiaires du RMI sont deux fois plus nombreux dans les logements privés que dans le parc HLM ? Peut-on oublier que plus de trois chômeurs de longue durée sur quatre habitent ailleurs que dans ces banlieues « à problèmes » ? Comment prendre le risque de tracer la frontière du malheur, alors que les processus de désaffiliation sociale et économique s'étendent à l'ensemble de l'espace urbain ?

Pourquoi ces diagnostics alarmistes qui assimilent l'exclusion sociale à la relégation spatiale rencontrent-ils un tel succès ? Lorsqu'il proclame que les exclus sont toujours plus exclus et concentrés dans les quartiers d'exil, le rapport de *Banlieuscopies* vise à nous complaire : il nous apporte le frisson qui rassure. L'exclusion, toujours plus grave, est confinée dans un ailleurs social et géographique ; clairement circonscrite, elle ne nous concerne que comme objet de compassion. Dès lors - deuxième ressort du succès - la solution devient évidente. L'Etat n'en fait pas assez, son action n'est pas à la hauteur de l'enjeu ; il en faut plus, plus de volonté politique, plus de moyens, bref, il faut, selon une expression que l'auteur du rapport aime à employer, déclencher un « plan Marshall pour les Banlieue ».

A peine ose-t-on, devant ce déferlement de bonnes intentions, poser la question : des moyens oui, mais pour quoi faire ? or, derrière ce consensus sur le diagnostic et les solutions qu'il suggère, le thème des banlieues constitue un élément central du débat politique sur la « nouvelle question sociale ».

Pour *Banlieuscopies* et nombre de responsables politiques et administratifs, les grands ensembles de banlieue représentent autant de « poches de pauvreté » mises à distance du reste de la ville et du corps social par leurs caractéristiques intrinsèques : le décor maussade de l'urbanisme des années 60, la monofonctionnalité résidentielle, la trop grande différenciation sociale et ethnique par rapport au reste de la ville, la distance des habitants par rapport à l'activité économique.

Il s'agit donc de remettre les banlieues à la norme : produire de la mixité sociale, diversifier les fonctions, remettre à niveau les habitants. Cette reconquête de territoires « hors droits » dans une logique de discrimination positive se révèle comme une illusion dangereuse. L'inflation des catégories d'érogatoires au droit commun par laquelle elle prétend saisir toujours plus finement les handicaps individuels s'épuise devant l'infime singularité des situations ; la délimitation de catégories sociales et territoriales prioritaires provoque le

ressentiment des groupes sociaux et des quartiers limitrophes en même temps qu'elle accuse la mise à l'écart de ceux que l'on prétend réintégrer.

D'autres analystes et acteurs préfèrent voir dans les banlieues la résurgence d'une culture populaire qui a perdu en partie ses attaches ouvrières et se nourrit d'apports ethniques ou religieux mais qui constitue toujours un noyau de résistance à la normalisation. Il n'est donc pas question de reconquête, au contraire. La politique de la ville doit valoriser l'autonomie populaire et les solidarités de voisinage. L'action publique devrait appuyer dans les banlieues une administration spécifique, autonome, voire communautaire. Certains services publics se satisfont de cette perspective, trop heureux de déléguer au secteur associatif « issu du milieu » la régulation de problèmes trop perturbateurs à leur goût.

Les tenants de cette analyse poursuivent l'objectif d'une (re)constitution de mouvements sociaux à partir de cette nouvelle culture populaire. Comment ne pas souscrire à ce souhait ? Mais en attendant cette renaissance cet objectif s'enlise souvent dans des expérimentations nécessaires et innovantes, mais trop peu durables pour assurer un véritable relais de services publics défaillants et qui, surtout, esquissent une autogestion concédée. Au final, cette ligne qui prône un abandon de la norme risque d'étriquer le clivage social et géographique que l'on souhaite précisément abolir.

Comment, dès lors, reprendre le problème, si l'on ne peut ni restaurer les normes ni les dissoudre ? Il nous faut changer de perspective. Les banlieues constituent non pas le précipité mais l'épicentre de la crise économique et sociale, soit le point où celle-ci se fait sentir avec le maximum d'intensité. Le caractère « sensible » des banlieues ne provient pas de leur distance à la norme mais au contraire de la contradiction dont souffrent leurs habitants entre proximité culturelle et sociale et mise à distance économique.

Les banlieues posent problème parce que rien ne distingue leurs habitants du reste du corps social et urbain. Elles constituent l'équivalent géographique de ce que Robert Castel nomme les « surnuméraires », ou les « valides invalidés ». Aucun handicap objectif n'écarte les banlieues et leurs habitants de l'échange économique. Ils se trouvent laissés de côté -ou plutôt mis en situation de précarité- du fait de la désagrégation des rapports salariaux et des relations urbaines : la perte des liens, la disparition progressive de toute perspective de mobilité géographique, l'extinction de toute espérance de promotion sociale.

Face à une question qui touche l'ensemble de la société urbaine, la politique de la ville doit favoriser la refondation des normes de l'action publique. Plutôt que de poursuivre un objectif mythique d'égalité par la reconstitution de quartiers « à la moyenne », comment repenser un droit qui prenne en compte la diversité des usages de la ville et qui garantisse l'équité d'accès aux fonctions urbaines ?

La force de la politique de la ville ne se mesure pas à la hauteur des moyens qu'elle met en oeuvre. Aussi élevés soient-ils, ils seront de toute façon toujours dérisoires par rapport à ceux des politiques sectorielles. Son enjeu réside plutôt dans sa capacité à mettre en tension et en débat, nationalement et localement, les options politiques sous-jacentes aux différents types d'action et de mesures prises pour agir dans les banlieues. Ce débat ne doit pas être étouffé par les accents alarmistes de ceux qui, pour des fins indéfinies, réclament infiniment des moyens.